

Par la lutte de classe à la paix sociale

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **3 (1911)**

Heft 12

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-382898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Paraît une fois par mois

Rédaction: Secrétariat de l'Union suisse des Fédérations syndicales, Kapellenstrasse 6, Berne

Abonnement: 3 fr. par an

SOMMAIRE:

| | Page | | Page |
|---|------|--|------|
| 1. Par la lutte de classe à la paix sociale | 165 | 5. Mouvement syndical international | 178 |
| 2. Union suisse des fédérations syndicales (Rapport de gestion) | 171 | 6. Littérature | 178 |
| 3. L'assurance-maladie et accidents | 175 | 7. Notes diverses | 179 |
| 4. Eléments de la valeur | 177 | 8. Rapport de caisse pour l'année 1911 | 180 |

Par la lutte de classe à la paix sociale.

I. Lutte entre l'homme et la nature.

Nous venons d'atteindre encore une des nombreuses étapes du temps éternel, un nouveau chiffre au cadran de la vie.

Cela rappelle aux êtres humains qu'ils s'approchent de ce but final, assurant à tous un repos définitif, une paix durable par l'extinction du souffle de la vie, par la mort.

Seuls ceux qui sont dégoûtés de la vie, ou ceux qui ont été abandonnés par les forces et la vigueur, qui se sentent trop fatigués pour supporter plus longtemps les peines, les soucis et le bruit de la vie, désirent sérieusement le repos éternel ou la paix par la mort.

Au contraire, l'immense majorité des êtres humains préfère, à la libération des soucis, des peines et des besoins par la mort, *la lutte pour l'existence*, l'effort pour l'obtention de la possibilité de satisfaire les besoins de la vie dans la plus large mesure.

A cette impulsion naturelle, à cette énergie vitale, poussant les êtres humains à se rendre l'existence aussi confortable et aussi agréable que possible, l'humanité doit sa culture. *A la volonté de vivre* et de vivre de mieux en mieux de nos ancêtres, nous devons notre civilisation, fruit des efforts longs, pénibles et souvent douloureux des nombreuses générations d'hommes qui nous ont précédés sur cette terre. C'est la forte volonté naturelle de vivre qui permet à l'homme de lutter avec succès pour son existence, menacée continuellement par mille dangers et obstacles que la même nature, à laquelle il devait sa vigueur, a fait naître autour de lui.

Les résultats des recherches dans le domaine de la géologie ont permis de constater que nos premiers ancêtres ont eu de terribles luttes à soutenir contre les forces brutales de la nature, que les conditions géologiques, météorologiques, les conditions de climat à ces époques lointaines

ont dû rendre l'existence bien pénible aux premiers représentants de la race humaine.

Grâce aux efforts des archéologues, des paléontologues et autres savants des sciences naturelles, nous avons aujourd'hui la possibilité de nous rendre compte des moyens naturels et artificiels possédés par l'homme ancien pour la lutte de l'existence.

Les matières archéologiques, telles que les restes d'ossements, d'armes, d'ustensiles et d'outillage de l'homme primitif, collectionnées soigneusement et classées avec beaucoup de méthode dans les musées et laboratoires, nous permettent de nous faire une idée plus précise de *la façon de lutter*, employée par nos ancêtres contre les forces indomptées de la nature extérieure.

En même temps, ce précieux matériel scientifique nous permet de tirer certaines conclusions sur les capacités possédées par l'homme primitif pour se protéger contre un climat défavorable, contre les intempéries et contre une série d'animaux aussi puissants que féroces, et de ce fait très dangereux pour l'être humain.

Enfin, par le même procédé de recherches, de collections, de reconstructions, de comparaison et d'étude, nous sommes à même de connaître quelque peu comment l'homme primitif se procurait sa nourriture et partant nous pouvons nous représenter les premières étapes du développement de cette grande œuvre civilisatrice, appelée *la production*.

Grâce aux privilèges de sa constitution physique et psychique, grâce à un merveilleux développement de ses sens, l'homme arriva, peu à peu, non seulement à se protéger contre le climat et les intempéries par la confection de vêtements et par la construction de logements artificiels, mais il réussit, par un puissant armement artificiel, à se rendre maître du règne animal, à conquérir définitivement une partie après l'autre de la terre.

L'histoire de la civilisation nous apprend comment l'homme arriva peu à peu à dompter les

éléments sauvages de la nature et à les mettre au service de la production.

Sans doute, il fallait des périodes excessivement longues; l'homme a dû faire des sacrifices énormes, soutenir des luttes formidables pour arriver aux résultats que l'on admire aujourd'hui.

Mais enfin la volonté de vivre de l'homme lui fit trouver le chemin et les moyens pour arriver à bout des pires difficultés de l'existence, dues aux conditions naturelles.

Si l'homme n'est pas le maître de la terre au sens absolu de la parole de la bible, s'il est vrai que, de temps à autre, les torrents, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les inondations, la sécheresse ou autres événements matériels menacent de détruire les cultures et la civilisation humaine, les êtres humains deviennent cependant de plus en plus capables de se protéger efficacement contre ce genre d'épreuves douloureuses.

Une meilleure organisation sociale permettra sans doute à l'homme de triompher des dernières difficultés créées à son existence par des conditions ou par le jeu des forces naturelles. Aujourd'hui nous sommes déjà arrivés à une étape où la paix se trouve presque entièrement établie entre l'homme et la nature. Bientôt, l'homme n'aura plus qu'à admirer les beautés de la nature qui l'entoure, il pourra se réjouir de sa puissance, de ses forces tant redoutées dans le passé.

II. La lutte pour la conquête du pouvoir dans la société humaine.

Malheureusement, l'homme rencontra entre temps, parmi ses semblables, de nouveaux ennemis fort à redouter. En effet, les pires ennemis d'une société humaine heureuse, les adversaires de l'homme les plus dangereux et les plus difficiles à combattre, ce sont les hommes avarés, oppresseurs, autoritaires ou exploités, souvent brutaux et rusés à la fois.

Les conditions naturelles, très difficiles pour l'homme, qui existaient aux temps de nos premiers ancêtres, expliquent pourquoi ceux-ci devaient procéder brutalement, lorsqu'ils étaient en conflit entre eux. Les clans des époques primitives se trouvaient en face de circonstances qui faisaient souvent naître de violentes discordes. Les chasseurs, pêcheurs et pâtres de l'ère ancienne devaient avoir de vastes contrées à leur disposition, pour trouver leurs moyens d'existence. Dès que les régions ou domaines occupés ne rendaient plus assez ou étaient trop restreints, il fallait, bon gré mal gré, pénétrer dans le domaine du voisin, ce qui amena presque toujours des luttes à vie ou à mort pour l'existence, pour la possession du sol, des forêts ou des eaux. A cette époque, pour trancher les conflits d'intérêts

ou de droits, il n'y avait guère d'autres moyens que le recours à la violence.

Même les peuples de la civilisation ancienne, les Hindous, les Egyptiens, les Persans, les Grecs et Romains, etc., n'ont pu maintenir leur autorité sur les soi-disant barbares que grâce à la supériorité de la force armée.

Le pouvoir des armes et des forces organisées des différents peuples a amené non seulement la domination et la dépendance d'un peuple à l'autre, mais bientôt des inégalités, des différences et partant des scissions devaient se produire au sein d'un même peuple.

Débuts de la lutte de classe dans l'antiquité et au moyen âge.

L'accumulation de grandes richesses, dérobées par les conquérants aux peuples opprimés, entre les mains de quelques privilégiés (chefs de tribus, monarques guerriers, prêtres, etc.) a eu pour suite de créer ou d'agrandir les inégalités au sein d'un peuple, par rapport aux conditions de propriété. Le résultat final de ce procès fut la création de différentes classes sociales, par l'appauvrissement et la servitude d'une part, et l'enrichissement et la domination de l'autre.

Les différentes classes ayant des intérêts opposés, puisque les uns possédaient justement ce qui manquait aux autres, il devait fatalement se produire les conflits d'intérêts collectifs qu'on appelle aujourd'hui lutte de classe. Les gouvernements et les historiens bourgeois préfèrent appeler ces luttes des conflits intérieurs.

Les contrastes d'intérêts, résultant en tous cas de cette situation, affaiblirent peu à peu les plus puissants peuples, de sorte que finalement les cohortes des peuples barbares (les Alamans, les Bourguignons, les Vandales et autres) moins avancés dans la civilisation, mais plus unis par leur égalité, presque complète entre tous les membres, purent vaincre les Romains, si longtemps invincibles. C'est ainsi que les grands avantages matériels que leur supériorité de conduire les armes assurait à certains peuples, entraînèrent en même temps certains désavantages, des déficiences conduisant rapidement vers leur chute les plus puissants parmi les peuples anciens.

La force vitale naturelle de l'homme ne permet pas de maintenir trop longtemps un peuple entier, ou éternellement une classe sociale dans la misère et dans l'esclavage. De temps à autre, quand la tension est assez forte, la lutte pour la liberté, l'indépendance et pour le bien-être éclate de nouveau.

Avec le temps, ces luttes prennent des dimensions toujours plus grandes, elles deviennent

souvent plus violentes, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit obtenue.

Dans l'antiquité, nous voyons en même temps les soulèvements des peuples soumis et les révoltes des classes opprimées et exploitées, (telles que les esclaves, les Hélotés et les plébéiens) du temps des Grecs et des Romains.

Un peu plus tard, l'invasion des barbares amène le courant des peuples d'Asie vers l'Europe où ils se battent avec les Romains pour la possession des pays du vieux monde.

Au VIII^{me} siècle après J.-C., les seigneurs et monarques soi-disant chrétiens entrent en guerre contre les Maures (Arabes de l'Afrique du nord-ouest) et les Turcs, pour la possession de l'Espagne, des pays de l'Afrique du nord et des pays des Balkans. Plus tard, aux X^{me} et XI^{me} siècles, d'autres monarques plus chrétiens encore se mettent à la tête des croisades, pour faire des conquêtes en Asie Mineure, en Syrie et en Palestine.

Au moyen âge, les rois et empereurs chrétiens, quand ils ne devaient pas se défendre contre l'invasion des Huns ou des Turcs, se battaient fréquemment entre eux et avec leurs vassaux très puissants, souvent même avec le pape, pour la conquête ou le maintien des richesses et du pouvoir. En même temps, de nombreux chevaliers pillards tombèrent sur les commerçants en voyage et autant de seigneurs féodaux appartenant à la noblesse ou au clergé exploitèrent jusqu'au sang les serfs et les paysans de leur domaine. Enfin, lorsque les villes commencèrent à grandir et à se développer, il y eut conflit entre elles et les seigneurs féodaux du voisinage. Les villes finirent par subjuguier leurs dangereux et puissants voisins, souvent grâce à des coalitions intelligentes entre plusieurs villes et cités, quelquefois grâce à l'appui des rois jaloux de la puissance de leurs vassaux.

Mais voilà que des conflits éclatent entre citoyens des villes où entre temps des différences d'état, de corporation et de classe s'étaient produites. Au XV^{me} siècle, commence ce grand mouvement de révolte, connu sous le nom de guerres des paysans. Ce mouvement puissant par sa généralité et sa spontanéité, mais assez mal organisé, échoua presque entièrement, après avoir été canalisé par la grande réformation. La réformation à son tour a fourni aux monarques et aux ducs des pays du nord une belle occasion pour se battre avec les rois et empereurs au service de la papauté, afin d'arracher à l'église catholique une part de ses possessions et de sa puissance.

Tous ces nombreux conflits du moyen âge se trouvent entourés d'un épais brouillard, formé d'idées religieuses et philosophiques, cachant les

intérêts matériels des combattants. Cette situation devait forcément irriter les paysans et les ouvriers (compagnons) du moyen âge. Les vieux Suisses ont fait exception en réclamant toujours et en luttant victorieusement contre la maison de Habsbourg pour leur indépendance pure et simple. Cependant, la Suisse n'a pas conservé longtemps l'égalité économique des citoyens qui, jadis, lui assura, favorisée par certaines conditions naturelles, son pouvoir politique.

Les transformations de la vie économique, le développement des villes, l'accumulation de richesses dues au commerce extérieur de nos vieilles villes, aux guerres spéculatives, au service des mercenaires, la formation et le gouvernement du patriciat, tout cela entraîna la formation de classes et partant des intérêts et des conflits de classe. Bientôt, la situation devint aussi déplorable en Suisse que dans les monarchies qui l'entouraient.

Notre vieille république arriva au niveau des républiques aristocratiques de l'ancienne Lombardie. Elle fut compromise à tel point qu'une grande partie du peuple ne croyait plus guère à l'utilité de l'indépendance politique d'un pays, et c'est pourquoi les armées françaises, en 1798, n'eurent pas trop de peine à vaincre la résistance du Landsturm suisse. Pourtant, plusieurs grands événements historiques avaient allumé entre temps la flamme de l'esprit de l'indépendance dans différents peuples. Le soulèvement des Pays-Bas finit par supprimer la domination espagnole qui pesa si lourdement sur les peuples des Flandres et de la Hollande. La révolution anglaise débarrassa une fois pour toutes le pouvoir absolu de la royauté et de la noblesse en Angleterre, et bientôt le parlement anglais devint un puissant foyer de concentration des forces de la bourgeoisie commerciale et industrielle de la Grande-Bretagne, servant à la défense des intérêts de classe.

Un siècle et demi plus tard, aux Etats-Unis, a éclaté la guerre de l'indépendance, la Grande-Bretagne a dû lâcher une de ses plus grandes et plus riches colonies, pour laquelle la conquête du Canada ne formait qu'une maigre récompense. Cent ans plus tard, les différences d'intérêts économiques entre les bourgeois industriels du nord et les planteurs des régions du sud-ouest firent éclater la guerre de Sécession entre les Etats du nord et les Etats du sud. On sait que l'esclavage des nègres qui devait être aboli a été remplacé depuis par l'esclavage du prolétariat industriel.

La grande révolution française de 1789 a laissé déjà mieux reconnaître les intérêts économiques en jeu. Elle a montré les paysans en lutte contre l'oppression et l'exploitation insupportable de la

noblesse du gouvernement royal et du clergé, en même temps que le prolétariat des villes se révolte pour échapper à la famine et combat avec la bourgeoisie commerciale et industrielle pour la suppression de l'absolutisme politique et religieux. La bourgeoisie avait besoin elle-même du pouvoir politique et de beaucoup de liberté, pour que rien ne l'empêche de déployer librement la puissance économique acquise peu à peu pendant les XVI^{me}, XVII^{me} et XVIII^{me} siècles.

Liberté, Egalité, Fraternité, voilà le mot d'ordre, l'expression idéale de la communauté d'intérêts, unissant, à l'époque, paysans, prolétaires et bourgeois pour la lutte contre l'absolutisme et le gouvernement des anciennes classes privilégiées.

On comprend facilement que de telles transformations devaient être suivies de courants réactionnaires. La dictature militaire de Napoléon 1^{er}, puis la campagne ou l'action commune des Etats réactionnaires (de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche) avec l'Angleterre, contre la France, pour la réintégration de la royauté en France et la reconstitution du pouvoir de la monarchie, de la noblesse et du clergé, tout cela prouve que la réalisation de grands principes nouveaux n'est pas aussi simple et facile que certains amateurs de révolutions politiques se l'imaginent. Il faut passer aux événements révolutionnaires de 1848 pour voir la bourgeoisie vaincre définitivement la monarchie absolue, pour gagner un terrain plus vaste à la réalisation des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, et cela grâce à l'appui des masses ouvrières.

Ainsi, grâce aux nombreuses et longues luttes soutenues pendant des siècles par l'union solidaire de toutes les classes opprimées, il fut possible de rompre le pouvoir absolu des états privilégiés, d'inaugurer une liberté économique, une égalité politique dont on espérait voir résulter, comme premier fruit, ce que les philosophes du XVIII^{me} siècle avaient fait entrevoir aux révolutionnaires de l'époque, c'est-à-dire *la fraternité sociale*.

Nous savons que, depuis ces temps, les peuples des pays despotiques en Asie ont attaqué avec plus ou moins de succès l'absolutisme politique.

Mais la situation qui se présente actuellement à nos yeux est loin de ressembler à un règne de fraternité et de paix sociale.

III. La lutte de classe du prolétariat moderne.

Si nous n'avons pas encore la paix sociale, ce n'est pas que des amis de la paix ne se soient pas fait entendre souvent. Au contraire, l'arrivée du christianisme permet de supposer que 2000 ans avant notre époque il existait déjà de nombreux amis de la paix dans les pays d'Orient.

Pourtant, les événements historiques cités plus haut prouvent que le beau message, apporté selon la légende biblique par les anges aux bergers de Bethléem au moment de la naissance de Jésus-Christ, ne s'est guère réalisé jusqu'à présent. Cela n'est plus contesté, pas même par les soi-disant chrétiens officiels. Seulement, lorsqu'on demande une explication à ces derniers sur cette déplorable contradiction entre les vieilles prophéties religieuses et la réalité du présent, on nous répond facilement que ce résultat peu satisfaisant serait dû à la mauvaise volonté des hommes, surtout aux socialistes qui prêchent la lutte et la haine de classe.

On sait que de la part du patronat, des capitalistes, des gouvernements bourgeois et de leurs agents des reproches semblables sont adressés journellement aux socialistes et aux organisations ouvrières, par rapport à la paix et à l'ordre dans le meilleur des mondes.

Nous ne chercherons pas à établir maintenant si nos accusateurs ne sont pas honnêtes ou si l'intelligence leur fait défaut.

Les causes de la lutte de classe du prolétariat.

Il suffit de rappeler ce fait — établi par des statisticiens bourgeois — que, sur environ 1500 millions d'hommes existant sur cette terre, plus des deux tiers n'ont pas assez à manger, ne peuvent pas se loger et se vêtir suffisamment, la plupart du temps de leur vie.

Ce seul fait indique déjà la cause fondamentale des luttes sociales de l'heure présente.

Les révolutions bourgeoises du siècle passé ne sont pas allées, dans leurs résultats, au delà de l'introduction d'une certaine égalité — plus formelle que réelle — des principes généraux de droits, servant de base à la formation des lois, à la détermination des droits et des libertés politiques des citoyens.

Les révolutionnaires bourgeois n'ont rien voulu savoir de socialisation de la propriété ou d'une égalité matérielle économique, qui est indispensable, si l'on ne veut pas que les plus beaux principes de droits et les meilleures institutions politiques deviennent une simple *Fata Morgana* pour ceux qui ne possèdent rien.

C'est ainsi que le principal résultat de la conquête des grandes libertés politiques fut de mettre ceux qui sont économiquement les plus forts en état d'exploiter librement et dans toutes les règles de l'art capitalistes leurs semblables plus faibles.

L'égalité politique conquise par les révolutions bourgeoises signifie maintenant, pour tous ceux qui possèdent assez de capital-argent ou des moyens de production, le même droit d'exploiter et d'opprimer ceux de leurs sembla-

bles qui manquent de ces premiers moyens d'existence. Les résultats de l'inégalité économique sont connus. Plus des trois quarts des êtres humains sont condamnés à peiner comme salariés pendant toute leur vie, à souffrir, à renoncer à leur liberté, à sacrifier leurs forces et leur santé, à se priver souvent du strict nécessaire pour l'existence, cela pour permettre au dernier quart de l'humanité de s'enrichir, de vivre une vie de jouissance, de gaspillage, sans avoir contribué à la production des richesses.

Gare, si l'ouvrier réclame une situation meilleure, un peu plus de bien-être, plus de liberté et de justice. Les capitalistes qui ne sont jamais satisfaits, même quand leurs revenus montent à 100,000, à 500,000 fr., à un million ou plus encore, les hommes d'Etat, les hauts fonctionnaires et les petits bourgeois qui prétendent avoir de la peine à tourner avec un revenu annuel de 5000, de 10,000 ou de 20,000 fr., voilà autant de monde pour adresser les pires reproches aux ouvriers réclamant un salaire qui généralement reste inférieur à 2000 fr., souvent même au-dessous de 1500 ou de 1200 fr.

Dans son superbe ouvrage sur la journée de huit heures, *M. de Morsier*, de Genève, rappelle qu'en France le salaire de l'ouvrier reste, dans 75 sur 100 cas, au-dessous de ce qu'il devrait être pour permettre à l'ouvrier une existence convenable.

Yves Guyot estime qu'en 1905 le salaire moyen d'un ouvrier de campagne, en France, était de fr. 3.25, pour 11 à 12 heures de travail, pendant que les travailleurs industriels arrivaient à une moyenne de 100 à 120 fr. par mois.

Pour la Belgique, on estime le salaire moyen d'un ouvrier de campagne à 800 fr. par an et celui de l'ouvrier industriel varie de 1200 à 1400 francs par an, pour 300 journées de travail de 11 heures.

En Autriche, les salaires des ouvriers de campagne varient de 5 à 8 couronnes par semaine, c'est-à-dire pour 6 jours de travail de 12 à 14 heures; les ouvriers industriels touchent des salaires variant de 15 à 30 couronnes par semaine (6 jours à 10 heures et 9¹/₂ ou 9 heures).

En Allemagne, les conditions de salaire ne sont guère meilleures; par contre, elles sont encore pires, pour les ouvriers de campagne ou les ouvriers industriels non qualifiés en Espagne, en Italie, en Hongrie ou en Russie.

Il va sans dire que les conditions de vie (coût de la vie, standart of life, etc.) varient fort d'un pays à l'autre. Les salaires sont plus élevés, la journée de travail est moins longue dans les grandes villes, où la main-d'œuvre qualifiée prédomine, qu'à la campagne. Ce qui ne varie point,

c'est le fait qu'à peu d'exceptions près les ouvriers agricoles et industriels ne touchent pas un salaire suffisant aux besoins d'une vie convenable d'une famille ouvrière et à assurer en même temps l'existence de l'ouvrier aux moments critiques de la vie, en cas de maladie ou de chômage ou quand les dépenses augmentent à cause d'un malheur survenu dans la famille et quand le revenu de l'ouvrier diminue parce que ses forces et capacités de travail sont réduites par l'âge. A ce sujet, l'Angleterre et les Etats-Unis, pays dans lesquels les ouvriers sont en général un peu mieux rétribués, ne font pas exception, ni la Suisse non plus, où les revenus annuels des ouvriers de campagne montent à 1000 fr. et 1200 fr. (y compris la nourriture et le logement), pendant que les salaires de la majeure partie des ouvriers industriels varient de 1300 à 1700 francs pour 300 journées de travail de 9¹/₂ à 10¹/₂ heures.

Ensuite, pour tous les pays et dans toutes les industries, il faut compter avec les *crises économiques*, ces périodes d'arrêt forçant les masses ouvrières à chômer, obligeant les travailleurs à subir avec leurs familles les pires privations à la maison, à supporter les pires vexations et toutes les injustices à l'atelier, pour ne pas perdre la place de travail. Ainsi, à part les sacrifices que la classe ouvrière fait continuellement pour l'œuvre de la production, elle se trouve encore continuellement tourmentée par le souci du lendemain.

Malheur à ceux des ouvriers qui ne se soucient point de leur avenir! Les plus cruelles épreuves les surprendront et leur feront payer bien cher leur oubli, leur négligence.

Ce n'est pas tout! Ces derniers temps le *renchérissement de la vie* est venu ajouter une nouvelle série de maux, de privations et de soucis aux peines de la classe ouvrière.

Le renchérissement prouve que les travailleurs sont exploités doublement par les classes possédantes. Comme producteurs d'abord, comme consommateurs ensuite.

Voilà pourquoi nous assistons à ce triste spectacle qu'en général la part aux richesses sociales, aux produits du travail des différentes classes sociales est dans une proportion inverse aux risques, à la participation à l'œuvre de la production.

Cette injustice doit disparaître! Il ne faut plus que ceux qui ne travaillent que peu ou pas du tout aient à leur disposition les plus belles habitations, les logements les plus confortables, les plus clairs et les plus sains dans les plus beaux quartiers des villes ou dans les plus belles contrées de la campagne.

Tout le monde sait que ceux qui peuvent dépenser 1500 ou 2000 fr. et plus pour leur logement, touchent généralement la majeure partie de leur revenu du travail d'autrui.

Pourquoi les meilleures installations du confort de la vie, les premiers hôtels, les premières classes des chemins de fer, des bateaux à vapeur, les premières places au théâtre et aux concerts resteraient toujours réservés à ceux qui ne font jamais les travaux pénibles, difficiles ou dangereux? Il est permis de poser la même question par rapport aux vêtements, à la nourriture, à l'instruction. Partout les travailleurs sont repoussés à l'arrière-plan, seules les peines et les souffrances de la vie leur restent réservées ou plutôt leur sont octroyées.

Malheureusement, le résultat le plus positif, pour l'ouvrier, des découvertes scientifiques et des progrès techniques appliqués à l'industrie, c'est la diminution de la valeur de la main-d'œuvre.

Finalement, les travailleurs doivent se sentir heureux de trouver un patron disposé à exploiter leur force de travail. C'est une raison de plus, pour beaucoup d'ouvriers — surtout pour les non-syndiqués — de supporter l'oppression capitaliste avec toutes ses conséquences, plutôt que de risquer de perdre l'occasion de gagner leur vie par le travail.

L'Etat, que l'on voudrait nous faire considérer comme une sorte de providence divine, aurait le devoir de protéger les faibles contre l'exploitation et l'oppression des plus forts.

On connaît la lenteur des gouvernements, lorsqu'il s'agit de développer ou d'étendre la législation de la protection du travail ou d'appuyer des œuvres sociales. On sait que les plus pauvres ont de la peine à obtenir même une assistance bien maigre de la part de l'Etat, assistance qui n'est accordée, généralement, que dans des conditions indignes.

Nous n'en voulons pas à l'Etat, parce qu'il ne donne pas ce qui lui manque ou qu'il ne donne aux uns que ce qu'il a pris auparavant aux autres. Mais nous constatons que les gouvernements et les autorités sont toujours trop vite disposés à venir en aide aux riches, quand les intérêts de la classe possédante sont menacés par les prolétaires en lutte contre le capital.

Dans de telles conditions, on comprend que tout le monde cherche à échapper au sort de la classe ouvrière, à accaparer le plus possible de richesses par n'importe quel moyen. Les jouissances de la vie de l'individu dans la société actuelle, le bien-être, la liberté, les honneurs, tout cela dépend malheureusement de la possession du capital, des biens et non de la part que

l'individu apporte à la production par son travail. Voilà pourquoi il y a lutte entre tous pour l'argent, voilà pourquoi l'homme opprime et exploite son prochain sans pitié, et le résultat en est que le prolétariat conscient s'unit dans l'organisation syndicale et politique pour la défense de ses intérêts de classe par la lutte politique et économique.

Cacher la nécessité ou l'importance de cette lutte à la classe ouvrière, cela n'est pas possible pendant longtemps, et ce serait lui rendre un mauvais service. Seule une lutte, préparée en toute connaissance de cause et de but par les participants, a des chances de succès.

C'est pourquoi nous nous sentons obligés, quand l'occasion se présente, de rappeler au prolétariat sa mission historique, la lutte commune pour son émancipation intégrale et partant la nécessité de se préparer dans l'organisation au combat qu'il devra livrer à toutes les autres classes qui veulent maintenir l'ordre social actuel et défendre les institutions causant les injustices et les iniquités dont la classe ouvrière est victime.

Quand le prolétariat aura vaincu ses nombreux et puissants adversaires, l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression et l'injustice, la misère et les crimes disparaîtront rapidement, puisque leur cause essentielle n'existera plus.

Au moment où tout être humain disposé à se rendre utile ou agréable à la société aura son existence largement assurée, l'ère de la paix durable aura commencé. C'est donc comme résultat final de la lutte de classe que nous attendons la paix sociale.

Que tous ceux qui pensent comme nous et tous ceux qui peinent dans ce monde contribuent dans la mesure du possible à l'œuvre émancipatrice entreprise par l'organisation ouvrière. Que l'année nouvelle amène de nombreux combattants aux organisations syndicales, que leurs luttes futures puissent contribuer à augmenter la puissance du prolétariat, afin de hâter sa victoire assurant la paix et le bonheur à l'humanité entière.

Voilà nos vœux sincères pour la nouvelle année!

